



## En marche vers la procédure de conciliation

Les trois syndicats APESS, FEDUSE/Enseignement - CGFP et SEW/OGBL, réunis en Intersyndicale et accompagnés des représentants des comités de professeurs, ont rencontré aujourd'hui le Ministre de l'Éducation nationale Claude Meisch.

Au terme d'un marathon de discussions, les positions des deux parties ont été les suivantes :

Les syndicats

- ont rappelé que lors des négociations de 2007, les enseignants du secondaire ont été les seuls à avoir concédé une contribution substantielle, équivalant à une année entière de travail supplémentaire par personne,
- ont souligné que les enseignants sont déjà doublement mis à contribution dans la situation actuelle en tant que citoyens et en tant que fonctionnaires visés par un certain nombre de mesures d'austérité du « Zukunftspak »,
- ont insisté sur le fait que les enseignants sont de la sorte les seuls fonctionnaires à être doublement affectés par les mesures du fameux « Zukunftspak »,
- se sont dit ouverts à toute discussion visant l'optimisation organisationnelle et la simplification administrative du système de l'Éducation nationale et ayant pour but l'augmentation de la qualité de l'enseignement,
- ont par contre refusé toute négociation visant une augmentation de la tâche, voire une diminution du traitement initial.

M. le Ministre

- s'est dit prêt de son côté à considérer d'autres pistes d'économies lors de négociations, voire de renégociations a priori ouvertes,
- a cependant refusé d'exclure *en contrepartie* les aspects visant la tâche et le traitement initial des mesures d'économie mises à discussion,
- a montré sa détermination à faire prévaloir ou bien l'introduction d'un coefficient réducteur dans les classes terminales ou bien le décalage des décharges d'ancienneté.

Compte tenu de cette situation, les deux parties ont constaté l'échec des négociations.

D'autre part, l'Intersyndicale ne peut que regretter la mauvaise foi évidente du ministère qui n'a cessé de se référer à un prétendu « accord » qui aurait déjà été finalisé, alors que tous les syndicats avaient clairement fait valoir que, sans consultation préalable de la base, aucun accord ne serait envisageable, ni a fortiori signé. Enfin, la façon dont nos positions avaient été communiquées aux enseignants était pour le moins nettement plus transparente que celle adoptée par le MEN.

L'Intersyndicale constituée des syndicats APESS, FÉDUSE/CGFP et SEW/OGBL a donc fait part de sa décision de recourir à la procédure de conciliation.

Luxembourg, le 18 décembre 2014